

# DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

## Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2015-06-04/44**

**OBJET : Compte rendu des dernières décisions prises par la Présidente en vertu des attributions déléguées par le conseil**

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18 heures 16, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la Mairie de Morne-à-l'Eau.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**CONSEILLERS PRESENTS : Vingt-trois (23) conseillers communautaires, dont la liste suit :**

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION: Quatre (4)**

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre,  
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph,  
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard,  
Mme OUJAGIR à M. ROUX Harry.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS EXCUSES : Trois (3)**

Mme JASMIN Victoire, LOMBION Jean-Claude, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila.

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS : Six (6)**

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz.

**A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph.**

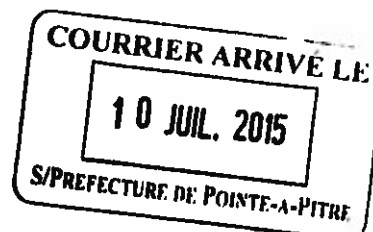
**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu la délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, portant délégation d'attributions à la Présidente ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**



**Considérant** qu'en vertu de la délibération visée, la Présidente a reçu du conseil communautaire délégation d'attributions.

**Considérant** qu'en vertu des dispositions du CGCT, qu'il appartient à la Présidente de rendre compte au conseil des décisions ainsi prises.

**Considérant** que la liste de ces décisions était annexée à la note de synthèse adressée aux conseillers communautaires.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De prendre acte des décisions prises la Présidente communautaire en vertu des délégations d'attributions accordées par le conseil communautaire par délibération n° COM 2014-04-02/17 du 28 avril 2014, conformément à la liste annexée à la présente délibération.

**ARTICLE 2:** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



Le Président,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

**COURRIE,**

**10 JUL. 2014**

S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*